

Etude « Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire »

Synthèse

**rédigée par Elvire Van Staëvel-Gaime, anthropologue, IUFM d'Auvergne
et Didier Jourdan, professeur des universités, IUFM d'Auvergne
en collaboration avec Gilles Bidet, ingénieur sanitaire, DDASS Puy-de-Dôme, Christian
Peymaud, inspecteur hygiène et sécurité du Rectorat de l'académie de Clermont-
Ferrand, Marie-Hélène Quinet, médecin, Inspection de l'académie Puy-de-Dôme**

Partenariat

Cette étude, financée par le Groupement Régional de Santé Publique, dans le cadre de l'axe santé scolaire du Programme Régional de Santé Publique, a donné lieu à un partenariat approfondi, pour l'élaboration de l'étude comme sa réalisation, entre le Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand et l'Inspection académique du Puy-de-Dôme, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du Puy-de-Dôme et l'IUFM d'Auvergne.

Objectifs

L'objectif général est **d'améliorer l'hygiène en milieu scolaire dans les écoles primaire du Puy-de-Dôme**, en travaillant sur les dimensions environnementale, organisationnelle et pédagogique. Les enjeux ne sont pas seulement relatifs à des évolutions des attitudes des élèves, mais aussi à une amélioration effective des environnements sanitaires (et donc des conditions de travail) pour tous les membres de la communauté scolaire. L'étude y contribue en fournissant des éléments de compréhension des usages, attitudes et représentations des sanitaires scolaires.

Les objectifs opérationnels sont au nombre de deux :

- **comprendre** les rôles respectifs de la structuration des équipements sanitaires, mais aussi de l'organisation de l'entretien des sanitaires et de l'encadrement des élèves, et enfin des actions pédagogiques relatives à l'hygiène de manière plus générale.
- **produire** des outils de gestion et de sensibilisation. L'étude des réalités de terrain, à un état des lieux des structures matérielles, des pratiques et des usages sociaux ainsi que des représentations mentales de la question de l'hygiène à l'école (objectif 1) est un préalable à la réalisation de ces outils

Cette **recherche-action, au service de l'Ecole**, vise donc plus précisément à renforcer l'accompagnement des structures scolaires et la formation des personnels sur ce thème. Elle est basée sur les apports des sciences de l'éducation et de la santé publique, et intègre également des concepts et outils méthodologiques de l'anthropologie et de la sociologie. Posant une question souvent considérée comme délicate parce qu'évoquant le privé et l'intime, cette recherche se déroule au sein d'un cadre éthique strict, garantissant anonymat et protection de l'intimité pour les individus comme pour les collectivités.

Enfin, il reste à préciser que **l'étude s'est réalisée avec les professionnels et non pas sur les professionnels**, l'objectif étant de donner la parole à l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, pour des raisons éthiques et démocratiques, autant que scientifiques

et stratégiques. C'est d'ailleurs, à notre connaissance, la première fois que dans une enquête portant notamment sur la question des sanitaires à l'École, la parole est donnée aux personnels municipaux sur ce sujet, leur permettant ainsi de s'exprimer sur leurs rôles et responsabilités, mais aussi sur leurs contraintes et difficultés propres.

Méthodologie

La méthodologie de cette étude allie les approches qualitative et quantitative.

- **L'étude qualitative** s'est fondée sur une méthodologie de type ethnographique¹, c'est-à-dire privilégiant la présence sur le terrain, les échanges avec les acteurs concernés, des entretiens approfondis visant à comprendre les représentations, et une observation directe des structures matérielles et des pratiques. L'enquête a été réalisée dans trois écoles choisies pour la diversité des contextes environnementaux et sociaux qu'elles représentaient. La première école choisie ne présentait pas de problèmes d'équipements particuliers, et accueillait une population relativement diversifiée socialement; les deux autres écoles accueillait des populations majoritairement socio-économiquement défavorisées et culturellement diversifiées, avec des équipements plus ou moins inadaptés. Quarante entretiens ont donc été réalisés auprès de quatre directeurs d'écoles, dix-sept enseignants d'écoles maternelles et élémentaires, neuf agents municipaux - soit responsables en Mairies des affaires scolaires, soit concierges et/ ou agents d'entretiens, personnels de cantine, ou personnels de surveillance. Trois associations de parents d'élèves (PEEP, FCPE, APPEL) et deux groupes de parents d'élèves ont été rencontrés. Quatorze classes réparties dans les trois écoles étudiées, soit trois cent deux élèves ont répondu à un questionnaire suivi d'un débat sur la question de l'accès aux sanitaires scolaires et plus généralement de l'hygiène à l'école.

- **L'étude quantitative** a porté sur un échantillon représentatif (en fonction notamment de la taille de l'école, de la répartition entre les milieux ruraux et urbain) de cent-dix écoles primaires (écoles maternelles et élémentaires) et quatre-vingt mairies du Puy-de-Dôme. Un questionnaire (long d'une vingtaine de questions fermées, à choix multiples, ou ouvertes) a été envoyé par courrier, avec un retour réalisé par courrier postal, numérique ou entretiens téléphoniques. Le taux de retour pour l'étude quantitative a été élevé, puisque cinquante questionnaires d'enseignants et trente-trois questionnaires de directeurs sur cent-dix sont revenus, trente-quatre questionnaires des agents municipaux, et dix-neuf questionnaires des services de vie scolaire des mairies sur quatre-vingt questionnaires nous ont été renvoyés.

Résultats

Les échanges avec l'ensemble des acteurs concernés par les sanitaires scolaires, qu'il s'agisse des élèves, des parents d'élèves, des personnels d'entretien et d'encadrement ou des enseignants attestent **d'une insatisfaction générale relative à l'usage des sanitaires scolaires et plus généralement du statut et des pratiques d'éducation à l'hygiène à l'école.**

- Représentations et pratiques des sanitaires scolaires

Ces insatisfactions portent d'abord sur les **ratio des toilettes** qui seraient très souvent insuffisants; l'enquête quantitative révèle à cet égard que 44% des écoles enquêtées n'auraient

¹ L'ethnographie est la méthodologie fondamentale de l'anthropologie.

pas un ratio de toilettes correspondant aux recommandations d'usage², soit un urinoir et un cabinet de toilette pour dix garçons et deux cabinets de toilette pour vingt filles. Certaines écoles ne disposent que de toilettes dites « à la turque », dans d'autres les toilettes sont mixtes.

Le problème qui apparaît secondairement est celui des **équipements qui seraient inadaptés**, en quantité pour répondre aux affluences ponctuelles des élèves (aux récréations par exemple), et en qualité, c'est-à-dire en termes d'accessibilité et de praticité pour les enfants. Les installations sont généralement justifiées par les mairies et leurs personnels d'entretien à partir de nécessités sécuritaires, pratiques (de lavage) mais aussi très souvent par souci de prévention contre l'indiscipline du public infantile. Les parents d'élèves comme les enseignants considèrent quant à eux que ces installations semblent précisément plus souvent pensées contre les débordements des enfants que pour leurs besoins... Ainsi les enfants les plus jeunes (et parfois leurs parents interviewés) expliquent que les équipements (urinoirs ou lavabos, parfois distributeurs de papier) sont souvent placés trop haut. Certaines dégradations de matériel s'expliquent alors : par exemple des lavabos qui se descellent du mur parce que les enfants grimpent dessus, pas nécessairement par malveillance mais tout simplement pour pouvoir boire...

Le **respect de leur pudeur** est aussi évidemment un souci primordial pour les élèves et ils protestent souvent contre les portes ou cloisons insuffisamment hautes ou basses (pour éviter le voyeurisme), contre les urinoirs non cloisonnés et parfois placés vers l'entrée du bloc sanitaire là où « tout le monde » peut les voir... Les toilettes « ouvertes » des maternelles, qui sont parfois même visibles des couloirs de circulation, expliquent aussi les comportements de certains enfants qui refusent d'aller aux toilettes, ou cherchent à s'y rendre durant le temps de la classe, lorsqu'ils sont alors moins exposés à la promiscuité.

La question de la **localisation des toilettes** –souvent à l'extérieur, dans la cour de récréation, intervient également pour les élèves les plus jeunes notamment qui peuvent avoir peur de s'y rendre seuls, pour une urgence, durant le temps de classe, et pour les enseignants qui engagent leur responsabilité en laissant sortir un élève.

L'entretien des sanitaires est également une question réputée problématique, que ce soit pour ce qui concerne la fréquence des nettoyages, ou l'approvisionnement des consommables (papier toilette, essuie-mains papier ou textiles). Les usagers se plaignent de mauvaises odeurs, de la malpropreté des toilettes ou des essuie-mains textiles, et les agents d'entretien incriminent un mépris par les élèves des règles élémentaires de la propreté (nombre d'élèves ne tirent pas leur chasse d'eau), mais aussi parfois des problèmes d'organisation, de place, de temps, pour un nettoyage suffisamment fréquent. Il apparaît à travers les résultats des deux enquêtes que les disparités de fréquences et qualités d'entretien sont très importantes. Il semble que ces disparités soient liées tout autant aux organisations de travail qu'à la rigueur des personnels municipaux : ainsi on peut constater que les essuie-mains scolaires sont lavés dans 40% des cas dans les lave-linges personnels des agents d'entretien, ce qui, on peut le supposer, n'incite pas à le faire souvent, pour des raisons d'économie, de praticité, voire d'hygiène... en cas d'épidémies notamment.

La **régularité et la fiabilité de l'approvisionnement en papier toilette** n'est pas une question anodine pour les élèves. Selon les écoles, les élèves s'adressent pour demander du papier toilette en cas de rupture de stock, soit au concierge ou aux dames de ménage, soit au Directeur ou aux enseignants. Le résultat de la requête n'est pas toujours garanti dans des délais très satisfaisants, et la démarche n'est pas toujours simple pour les enfants qui ne savent

² Celles de l'Observatoire National de la Sécurité (ONS) des établissements scolaires et d'enseignement supérieur notamment.

pas toujours où trouver le concierge, et expliquent parfois avoir peur de la réaction du celui-ci qui peut estimer qu'ils en utilisent trop, qu'ils en gaspillent...

40% des élèves enquêtés disent oublier régulièrement de se munir de papier-toilette avant de s'enfermer dans les cabinets - les rouleaux de papier étant le plus souvent disposés à l'entrée des blocs sanitaires, donc à l'extérieur des cabinets de toilette. L'observation ethnographique révèle qu'en cas d'oubli, certains enfants ressortent en chercher, les filles demandent de l'aide à une copine, et la plupart s'en passent. Le fait que le papier hygiénique soit à l'extérieur du cabinet crée une situation que les enfants ne connaissent pas à la maison, ce qui les oblige à prendre des initiatives parfois malheureuses : par exemple poser leur réserve de papier sur le sol en attendant de l'utiliser.

L'argument le plus souvent invoqué par les adultes pour justifier le fait de placer le papier hygiénique à l'entrée du bloc sanitaire plutôt que dans chaque cabinet est celui de décourager les élèves qui chercheraient à boucher les toilettes. Des enseignants contestent en expliquant que les élèves mal intentionnés peuvent tout autant boucher les toilettes ou lancer des boulettes en se procurant le papier à l'extérieur des cabinets. Certains agents avouent aussi qu'un gros rouleau de papier est plus vite remplacé que dix répartis dans les différents cabinets... L'observation ethnographique peut aussi attester du fait que ce choix peut entraîner d'autres pratiques inadaptées, telle l'attitude d'une petite fille observée durant le temps de la classe donc seule dans le bloc sanitaire, sortant de son cabinet de toilettes le pantalon sur les chevilles, s'essuyant et jetant le papier derrière la porte d'entrée du bloc sanitaire...

Usages des toilettes par les élèves

Selon l'enquête, 30 % des élèves utilisent les sanitaires scolaires tous les jours, tandis que 67% disent ne les utiliser qu'occasionnellement³; les filles les utilisent moins que les garçons, elles sont plus nombreuses à dire ne jamais y aller (9% pour les filles contre 4% pour les garçons). Plus de 40% des élèves disent avoir déjà eu mal au ventre de se retenir d'aller aux toilettes. La marge d'erreur ou d'approximation dans les déclarations des enfants est bien sûr importante pour ce type de question qui suppose de bonnes qualités d'introspection et de mémoire d'une part, et de compréhension de la précision de la question d'autre part, mais ces pourcentages peuvent néanmoins laisser percevoir des tendances. Les problèmes les plus manifestes pour la fréquentation des sanitaires dans les discours des élèves sont (à 78%) les odeurs et (à 65%) la malpropreté des toilettes.

Les élèves n'utilisent donc pas les toilettes aussi souvent que nécessaire, et négligent trop souvent les règles d'hygiène : 38% des élèves ne se lavent les mains que « parfois » après être allés aux toilettes, à plus de 50% parce qu'ils n'y pensent pas, à 46% parce que l'eau est trop froide, à 20% parce qu'ils ne veulent pas s'essuyer les mains après, et à 12% parce qu'ils estiment ne pas en avoir besoin. On peut également noter que 34% des élèves qui boivent dans les lavabos des toilettes s'essuient ensuite la bouche sur l'essuie-mains en tissu (qui n'est changé dans plus d'un tiers des écoles consultées, qu'une fois par semaine).

Les élèves réclament prioritairement des améliorations des sanitaires scolaires au niveau des équipements (ils demandent de : « changer les verrous ou en mettre », « séparer les garçons et filles », une « meilleure surveillance », « avoir du papier dans chaque cabine de toilettes », de « l'eau chaude », « des portes sans visibilité en dessous, et au dessus », des « lavabos et robinets adaptés pour boire ou en nombre insuffisant ») **et « un meilleur entretien »**. Si donc le nombre, la localisation des toilettes, les équipements inadaptés et un

³ L'enquête de l'ONS réalisée en 2007 témoigne d'une fréquentation des sanitaires par les élèves réparties en : un usage de tous jours : 43%, occasionnellement : 48% et jamais : 7%)

entretien parfois insuffisant peuvent partiellement expliquer les réticences enfantines à utiliser les sanitaires scolaires, la question des **différentes peurs relatives aux toilettes** n'est certainement pas étrangère à ces attitudes. Si certaines peurs sont probablement fantasmagiques – telles les peurs des bêtes (à 38%), bêtes qui dans les faits doivent être assez rarement rencontrées dans les toilettes scolaires- d'autres sont très réalistes, telle la peur du verrou qui fonctionne mal (66% les enfants ont peur de rester enfermés), ou celle (à 40%) d'attraper des maladies. Les peurs « sociales », c'est-à-dire la peur que « quelqu'un les voie » (49%) ou que l'on se moque d'eux (à 38%) correspondent elles aussi à des situations qui peuvent être vécues ou observées par les élèves. A noter que les filles témoignent de différentes peurs à environ 20% de plus que les garçons ; en revanche elles pallient aux problèmes que peuvent leur poser les sanitaires scolaires par une organisation collective fondée sur la solidarité des copines : elles se tiennent la porte, se passent le papier, portent les manteaux de leurs camarades l'hiver en l'absence de patères... ce que ne feront pas les garçons qui préfèrent la gestion en solitaire de leurs problèmes.

Il faut également noter que si les plus jeunes élèves (de cycle 2) expriment plus ou moins explicitement ces peurs, d'autres, plus âgés, laissent percevoir dans le cadre de l'observation ethnographique, que les toilettes sont aussi un **lieu de sociabilité important**. Elles servent de lieu de repli pendant les récréations en cas de pluie, de froid... et plus généralement de lieu de refuge, voire de camp de base pour les poursuites, en particulier entre garçons et filles... Evidemment chaque sexe n'a pas le droit d'entrer dans l'espace de l'autre, mais le jeu consiste pour les plus effrontés à transgresser, ce qui ne contribue pas à sécuriser les usagers les plus jeunes... Au-delà de ces soucis d'organisation de l'intimité – thème très souvent abordé aussi au sujet des sanitaires des maternelles- le fait que les toilettes soient aussi un lieu de sociabilité intense pose le problème du chahut, de l'agitation, des glissades sur sols mouillés⁴, du niveau sonore parfois insupportable... et donc de la tranquillité du lieu dédié à des fonctions biologiques⁵.

La question de l'organisation d'une **surveillance** accrue est une demande de plus de la moitié des parents d'après l'étude réalisée par la FCPE en 2003. Si les enseignants dans les faits surveillent les toilettes, les hommes notamment sont de plus en plus inquiets des accusations hâtives qui peuvent se porter contre eux... Quant à la démarche d'associer les élèves à la gestion de la fréquentation des toilettes, de les responsabiliser, elle n'est pas non plus sans poser problème, notamment du côté des parents d'élèves qui peuvent se montrer très résistants à ce type d'initiatives, considérant qu'elle n'est pas du ressort des élèves.

L'encadrement des élèves dans l'interclasse du temps de midi est assuré par le personnel municipal⁶, qui prend donc le relais des enseignants dès la sortie de classe avant le repas, et qui de ce fait se trouve en responsabilité entre-autres de l'accompagnement souhaitable des élèves à un lavage des mains préalable au repas. Dans les faits, il semble que dans nombre d'écoles, ces personnels aient du mal à concevoir l'organisation d'un passage systématique aux lavabos, du fait des flux importants d'élèves, disproportionnés par rapport aux nombre de lavabos disponibles pour une opération d'hygiène à réaliser « en masse », - pour l'ensemble des élèves mangeant à la cantine. De plus, les personnels municipaux ne se sentent généralement pas habilités à participer à l'éducation à l'hygiène des élèves.

⁴ L'ONS signale près d'un accident par jour en France dans les sanitaires scolaires en 2006-2007.

⁵ Dans ce contexte, le fait que dans une école investiguée, les élèves de cycle 2 aient mentionné les toilettes comme le problème n°1 de l'école aide à comprendre l'anxiété des plus jeunes. Le problème des infrastructures se pose... on peut s'étonner que des toilettes récemment construites soient mixtes par exemple.

⁶ Ce personnel peut être spécifiquement affecté à cette tâche, ce peut être alors des étudiants sous contrats avec les mairies ; ou assurer cette mission en plus des missions d'entretiens des locaux, ou du travail à la cantine.

- Pédagogies de l'hygiène : pratiques et obstacles

La majorité des enseignants interviewés ont semblé mal à l'aise avec cette question de l'éducation à l'hygiène, que ce soit dans les relations pédagogiques ou dans les contacts avec les parents d'élèves. Avec ces derniers, les questions d'hygiène paraissent évoquées furtivement plus qu'abordées de front. En effet, les enseignants dans les entretiens expliquent avoir beaucoup d'hésitations à aborder le sujet, par « gêne d'empiéter sur la vie privée des gens », de manquer de « tolérance » par rapport à « des situations difficiles », voire de « vexer et faire fuir des parents qui ont déjà bien du mal à amener leurs enfants à peu près régulièrement à l'école », notamment en ce qui concerne les familles de « gens du voyage », ou les migrants récents. C'est donc la **question éthique** qui est première. Les enseignantes de Maternelle semblent se l'autoriser plus facilement, les conseils relatifs à l'hygiène s'intégrant dans un ensemble de conseils relevant quasiment de l'ordre de la puériculture, et sans doute perçus par celles qui les dispensent comme par celles qui les reçoivent comme d'ordre plus technique que « moral ».

Une autre difficulté exposée par les professeurs est celle du manque de cohérence qui peut se déclarer entre l'éducation à l'hygiène dispensée à l'école et celle donnée dans le cadre familial. Certains enseignants abordent également le manque éventuel de cohérence entre les conseils prodigués aux élèves et les infrastructures matérielles inadaptées en milieu scolaire... et soulignent l'importance d'offrir aux élèves un environnement hygiénique cohérent avec les recommandations qu'on peut leur faire.

Les professeurs se montrent également assez souvent hésitants quant à l'utilisation d'outils pédagogiques relatifs à l'hygiène, qu'ils méconnaissent généralement, sans doute parce qu'ils préfèrent très majoritairement introduire **l'éducation à l'hygiène dans les relations quotidiennes avec les élèves** plutôt que de la constituer en objectif pédagogique spécifique. La très grande majorité des professeurs des écoles expliquent parler d'hygiène à l'occasion d'activités nécessitant une hygiène scrupuleuse tels que les cours de cuisine par exemple, ou à l'occasion d'évènements intervenant dans la vie de classe, (lorsque des maladies contagieuses surviennent), plutôt que les ériger en cours plus scolaires et spécifiques. L'éducation à l'hygiène en situation permet sans doute également de référer à une situation scolaire précise partagée par tous, sans stigmatiser personne puisqu'on ne fait pas référence ainsi aux conditions de vie, habitudes de chacun dans son milieu socioculturel propre... et ainsi d'éduquer à l'hygiène de manière plus compréhensive et moins injonctive, sans référer aux inégalités sociales devant l'hygiène.

Enfin **les professeurs le plus souvent ne se présentent pas comme légitimes à éduquer à l'hygiène**, du fait notamment de la place secondaire de l'hygiène dans les programmes scolaires et dans leurs formations. L'hygiène ne semble plus actuellement, contrairement à ce qu'elle a pu être au début du vingtième siècle, être considérée ni comme un objectif pédagogique en soi, ni comme un moyen, un terrain d'apprentissage d'autres valeurs, telles que le respect de soi, de son corps, de son image, voire de son milieu d'appartenance, ou le respect de l'autre...⁷

⁷ Il n'est cependant pas impossible que dans des écoles accueillant des milieux particulièrement favorisés, ce souci du respect de l'autre comme de la respectabilité de son milieu social d'appartenance par la rigueur et le soin apportés à son apparence physique, soit beaucoup plus prégnant et explicite, comme le montre la sociologie de la bourgeoisie notamment, mais ce type d'école n'a pas été jugée prioritaire dans le choix d'échantillonnage de cette étude.

Alors qu'au début du vingtième siècle, certains instituteurs n'hésitaient pas à moraliser directement les familles, voire à se servir de l'éducation des enfants pour la normalisation des parents, on peut donc observer aujourd'hui que les professeurs craignent dans le développement d'une éducation à l'hygiène, de mettre l'enfant en porte à faux vis-à-vis des normes de sa famille, et par là de le culpabiliser, voire pour certains profils sociaux, de le stigmatiser aux yeux des autres élèves...

Conclusion

Les deux enquêtes, qualitative et quantitative, ont pu montrer les différents aspects des problèmes de l'hygiène à l'école : au niveau environnemental du fait de structures pas toujours adaptées au nombre et aux spécificités d'un public infantile, au niveau organisationnel de par l'importance de l'entretien et d'une bonne définition de l'encadrement des élèves, au niveau pédagogique pour ce qui concerne notamment les questions éthiques. Si l'enquête quantitative a fait évaluer l'importance des phénomènes, (la sous-utilisation des sanitaires scolaires par les élèves...), l'enquête qualitative aura permis de mieux comprendre les peurs des élèves et leur usage détourné des toilettes, les pratiques actuelles d'éducation à l'hygiène et les hésitations déontologiques des professeurs, les problèmes organisationnels des agents d'entretiens... Ces observations font mesurer l'importance d'agir sur ces différents niveaux, avec les divers acteurs, de manière aussi à sortir d'une « dialectique de l'accusation », qui fait de chaque catégorie d'acteurs le responsable des problèmes aux yeux des autres. Il apparaît nécessaire également de prendre en compte les contextes locaux (taille de l'école, configuration des espaces, effectifs d'élèves à la cantine,...) pour faire des recommandations privilégiant l'adaptation contextuelle plutôt que la prescription normative, que ce soit pour les structures matérielles, l'organisation, ou la pédagogie.

Une véritable **démarche de promotion de la santé** ne saurait en effet se réduire à de seules interventions pédagogiques, mais se définit en articulant « protection », prévention et éducation. Une « amélioration de l'hygiène en milieu scolaire » ne peut se concevoir qu'en développant une action au niveau de l'aménagement de l'environnement visé (volet « protection »), en proposant des recommandations relatives aux équipements sanitaires et à leur entretien, sans quoi le risque d'incohérence entre le cadre matériel et les exigences éducatives ne pourrait que s'accroître. La prévention doit elle aussi viser à la cohérence des attitudes et discours des différents adultes (enseignants, mais aussi agents municipaux et parents d'élèves) en les associant plus étroitement à un projet global d'amélioration du cadre de vie pour tous. En effet, le public visé ici n'est pas seulement celui des élèves, mais l'ensemble de la communauté scolaire, afin que chacun puisse bénéficier de cette amélioration dans ses conditions de travail comme dans sa vie quotidienne à l'école. C'est donc l'ensemble de la communauté éducative qui doit participer à l'élaboration des pédagogies de l'hygiène, en redéfinissant les objectifs structurels, organisationnels, pédagogiques mais aussi éthiques de ce projet d'amélioration de l'hygiène en milieu scolaire.

Au niveau éducatif enfin, l'objectif est de développer la capacité des élèves à prendre soin d'eux-mêmes, tout autant qu'à respecter les règles de vie collective et les lieux dans lesquels ils vivent. Pour cela, il apparaît nécessaire de penser un véritable accompagnement de leur accession à l'autonomie, dans le respect de leur intimité, de leurs rythmes d'apprentissages, et des différences culturelles qu'ils peuvent porter.

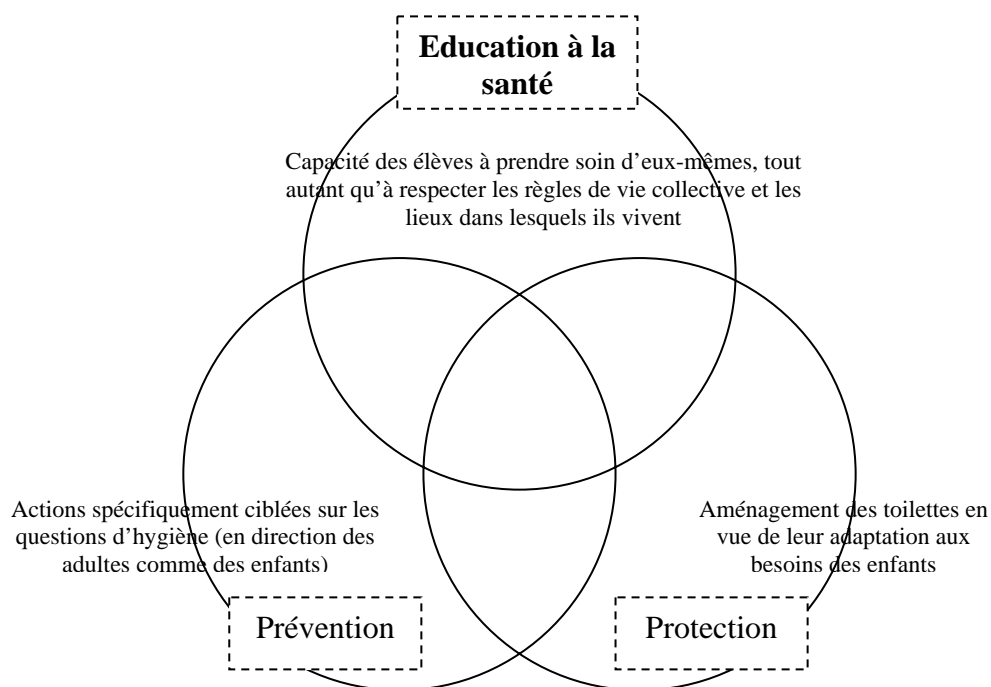


Figure 1 : La promotion de la santé englobe des activités qui cherchent l'amélioration du niveau de santé des personnes et des communautés. Elle inclut à la fois la prévention, la protection de la santé et l'éducation pour la santé. L'amélioration de l'hygiène passe par l'articulation des actions de santé conduites dans les trois domaines.

Il est donc prévu, à l'issue de cette première étude, de centrer d'un point de vue opérationnel, la suite éventuelle de ce travail sur cinq axes principaux :

- la création d'un document de recommandations à l'intention des Mairies concernant les équipements et l'entretien des sanitaires scolaires ainsi que l'organisation de l'encadrement des élèves pour les temps hors classe
- la mise en place de temps de travail avec les Inspecteurs de l'Education Nationale, les Conseillers Pédagogiques et les formateurs de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres sur l'état de la question de l'hygiène à l'école
- l'élaboration et la proposition de formations continues pour les enseignants sur le thème de l'éducation à l'hygiène et à la santé
- l'élaboration et la proposition de formations continues pour les agents municipaux d'entretien, de cantine et de surveillance sur l'éducation à l'hygiène
- la facilitation de la coordination des acteurs impliqués sur ce sujet, avec l'organisation de rencontres régulières entre représentants d'enseignants, de personnels municipaux, de parents d'élèves...

L'ensemble de ces dispositifs de recommandations, sensibilisations et formations devrait ainsi permettre des avancées dans l'amélioration de l'hygiène en milieu scolaire.